

Projet de loi de finances 2012, poursuivre les mobilisations !

Le projet de loi de finances pour 2012, présenté hier en conseil des Ministres, confirme les choix du gouvernement de poursuivre sa logique de réduction des dépenses de l'Etat dans le cadre d'un plan d'austérité injuste qui fait écran de fumée par rapport aux questions réelles du partage des richesses et des nécessaires investissements sociaux et productifs d'avenir.

Le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'Etat se traduit par la suppression d'environ 30 400 postes. Soit 150 000 postes supprimés depuis 2008 ! Pour autant notre économie ne se porte pas mieux, les inégalités sociales sont au contraire plus flagrantes et la cohésion sociale est mise à mal.

La FSU réaffirme qu'il faut cesser de considérer les services publics et la Fonction publique comme une charge pour notre pays. Ce sont bien des

investissements productifs indispensables qui sont une chance pour l'avenir de notre société. Elle s'est adressée en ce sens à tous les parlementaires pour leur faire part de ses propositions.

L'Education, la Formation et la Recherche font partie des leviers utiles pour sortir de la crise et permettre les évolutions de notre société. Mais le Gouvernement supprime encore 14000 postes dans l'Education nationale (5700 dans les écoles primaires, 6550 dans les collèges et lycées, 400 postes au sein des personnels administratifs...). Il ne tire aucune leçon du bilan de cette rentrée scolaire dénoncé avec force dans les mobilisations du 27 septembre.

Pourtant, Monsieur le Président, « ceux qui protestent » sont aussi « ceux qui travaillent » et qui ne demandent qu'à pouvoir faire encore mieux leur métier au service du public et en l'occurrence pour assurer la réussite de tous leurs élèves ce que ne permet pas la politique éducative actuelle !

Pour concilier qualité et quantité il faut investir à partir des besoins et créer les

emplois nécessaires, au lieu de partir du dogme, auquel il faut renoncer, du 1 sur 2 dans la Fonction publique.

Et pour rendre les métiers de la Fonction publique attractifs, il devient urgent de reconnaître le travail des personnels en revalorisant leurs métiers et leur traitement. C'est une question de justice et de reconnaissance sociale.

Plus que jamais la FSU poursuit sa campagne Fiers du Service public ! en invitant les personnels, les jeunes, les citoyens et les élus à débattre de la situation économique et sociale et du rôle que doit y jouer la Fonction publique. Des mesures urgentes sont nécessaires en matière d'emploi, de pouvoir d'achat et de protection sociale. En ce sens, **la FSU appelle les personnels à poursuivre les mobilisations et en particulier à participer à la journée d'action interprofessionnelle du 11 octobre prochain.**

Communiqué de presse FSU, 29 09 2011

Un PLFSS 2012 (projet de loi de financement de la sécurité sociale) sous coupe réglée

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale poursuit la politique de réduction des déficits menée depuis plusieurs années, financée par une réforme des retraites injuste, et un désengagement de plus en plus prononcé de l'assurance-maladie, par une limitation abusive de l'Ondam (objectif national des dépenses de l'assurance-maladie).

Côté recettes, le gouvernement a ciblé pour l'essentiel les mutuelles qui voient la taxe sur les contrats responsables passer de 3,5 à 7% (soit 1,1 milliard pour la sécurité sociale), ce qui aura des incidences à court ou moyen terme sur les cotisations mutualistes.

Des mesures mesquines ont également été prises dans le cadre du plan d'austérité annoncé par François Fillon en août dernier, comme la réduction de l'abattement de la CSG /CRDS de 3 à 2% et l'assujettissement du CLCA

(complément du libre choix d'activité) à la CSG. Les indemnités journalières seront

désormais calculées sur le salaire net, entraînant une « économie » de 220 millions d'euros réalisée sur le dos des assurés sociaux.

Par contre, peu a été fait pour supprimer les niches fiscales, et rien pour revenir sur l'exonération des heures supplémentaires au titre de la loi TEPA. Les exonérations de cotisations ne sont pas remises en cause, alors que leur efficacité est très largement contestée. L'augmentation des prélèvements sociaux sur les revenus du capital et du patrimoine passe certes de 12,3 à 13,5% mais c'est une hausse très insuffisante au regard des efforts demandés aux salariés et retraités.

Si la FSU approuve l'annonce faite sur la baisse du prix des médicaments, nous souhaitons également que soient relancés les génériques (en recul) et qu'il soit mis fin aux prescriptions et remboursements partiels de

médicaments à SMR insuffisant. En réalité, en fixant un objectif de dépenses à 2,8%, en dessous des besoins, le gouvernement entend mettre la dépense de santé sous coupe réglée. Or, l'organisation du système lui-même génère gaspillages et inefficacité ; la politique du médicament en est un exemple ; en raison des franchises et forfaits, et des dépassements tarifaires, les renoncements aux soins se multiplient, aggravant l'état de santé des malades, et rendant nécessaires des hospitalisations qui auraient pu être évitées. Non seulement la loi HPST n'a pas permis de lutter contre les déserts sanitaires, mais elle a lourdement aggravé la situation en prônant la fermeture d'hôpitaux et maternités de proximité.

Ce PLFSS sans ambition sociale, sans perspective de santé publique, n'est qu'une très pale copie de ce que devrait être la sécurité sociale du XXIème siècle. Il est urgent de débattre en ce sens d'une réforme et de son financement.

Communiqué de presse FSU, 26 09 2011